



RAPPORT ANNUEL

2013





## ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

**+3%**

Taux de croissance économique mondiale en 2013

# SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE EN 2013



## CONTEXTE MONDIAL

Le Fonds Monétaire International dans son rapport sur les perspectives économiques mondiales en Janvier 2014, a constaté un ralentissement de l'économie mondiale au cours de l'année 2013. Malgré le raffermissement progressif des activités économiques au troisième trimestre, le taux de croissance économique mondiale s'est établi à 3% en 2013 contre 3,2% en 2012.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance économique s'est situé à 1,9% en 2013 contre 2,8% en 2012 suite au ralentissement des investissements et de la consommation dû au resserrement budgétaire et à la baisse de la confiance des entreprises et des ménages. Une maîtrise de l'inflation à 1,5% contre 1,7% en 2012 est à noter.

La Zone Euro a de nouveau enregistré une récession économique de - 0,4% en 2013 contre -0,7% en 2012 du fait de la diminution des dépenses publiques et des investissements consécutives au niveau élevé de la dette tant publique que privé et au renchérissement des crédits mais avec une inflation en léger repli de 1,4% en 2013 contre 2,2% en 2012.

Le Japon a connu un taux de croissance de 1,7% en 2013 contre 1,4% en 2012 grâce aux mesures de relance budgétaire avec une inflation estimée à 0,2% en 2013 contre -0,1% en 2012.

Les pays émergents ont globalement observé une stagnation de leur croissance économique, expliquée par la faiblesse de leurs demandes intérieures, le ralentissement des investissements suite au durcissement des conditions financières. La croissance de la Chine a stagné à 7,7% en 2013, de même l'Inde a un taux de croissance de 4,4% contre 4,5%. Le PIB du Brésil a connu une croissance de 2,3% en 2013 contre 1% en 2012.

Pour l'Afrique, malgré la baisse des cours des produits de base sur le marché international, la croissance des pays de la Zone a globalement connu une croissance de 5,1% en 2013 contre 4,8% en 2012 grâce au développement des investissements.

**+5,1%**

Taux de croissance économique de l'Afrique en 2013



## CONTEXTE REGIONAL

### Afrique du Sud

La persistance des difficultés socio-économiques intérieures et le fléchissement des exportations ont de nouveau affecté l'économie de l'Afrique du Sud. Un taux de croissance de 1,8% est en repli en 2013 contre 2,5% en 2012. Le rythme de l'inflation s'est accéléré légèrement à 5,9% en 2013 contre 5,8% l'année précédente.

### Ile Maurice

L'économie de l'île Maurice a enregistré un léger ralentissement avec un taux de croissance à 3,2% en 2013 contre 3,4% en 2012. Cette situation s'explique par la contraction de la demande extérieure en textile et par la baisse des arrivées touristiques. L'inflation s'est établi à 4,7% en 2013 contre 3,9% en 2012.

### Ile de la Réunion

L'Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM) a constaté un redressement progressif des activités économiques en 2013. La confiance des entrepreneurs est revenue progressivement, les exportations ont augmenté, l'emploi salarié marchand s'est redressé et l'indicateur conjoncturel de durée de chômage a baissé. L'inflation moyenne reste modérée à 0,8% en 2013 contre 0,9% en 2012.



# SITUATION ECONOMIQUE DE MADAGASCAR

Malgré les échéances électorales, le taux de croissance économique reste positif et l'inflation est maîtrisée.

7,9 %

Taux de croissance  
du Secteur secondaire

## REALISATIONS 2013

### Les indicateurs macro-économiques

#### Taux de croissance du Produit Intérieur Brut

Divers événements ont affecté l'économie malgache en 2013 aussi bien sur le plan national qu'international. Toutefois, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) s'est établi à 2,4% en 2013 contre 2,5% en 2012.

#### Finances Publiques

Le taux de pression fiscale est de 9,7% en 2013 contre une réalisation de 10,9% en 2012. La baisse des activités dans presque tous les secteurs a eu des impacts significatifs sur les recettes publiques.

Le déficit budgétaire s'est établi à 1,4% du PIB en 2013 contre 1,6% en 2012 grâce au maintien de la politique budgétaire restrictive.

#### Situation monétaire

A fin Décembre 2013, l'Ariary s'est déprécié de -3,2% face à l'Euro mais s'est apprécié de +1,5% vis-à-vis du Dollar comparé à son niveau de Décembre 2012. Les réserves de change de la Banque Centrale de Madagascar sont estimées à près de 640 millions de Dollars représentant près de 2 mois d'importation.

#### Inflation

Le taux d'inflation en glissement annuel était de 6,3% en 2013 contre 5,8% en 2012.

Cette situation s'explique par un renchérissement des prix des produits de première nécessité vers la fin d'année.



### **Commerce extérieur**

En 2013, le déficit de la balance des paiements a représenté 2,3% du PIB contre 0,9% en 2012. La situation des paiements extérieurs s'est fortement détériorée par rapport à la réalisation de 2012. En effet, les flux d'Investissements Directs Etrangers se sont significativement contractés.

### **Relations internationales**

Les financements extérieurs sont principalement axés sur les aides à caractère humanitaire et environnemental et aux appuis organisationnels des élections présidentielles et législatives.

### **Evolution sectorielle**

L'évolution des différents secteurs met en exergue une croissance notable du secteur secondaire. Le secteur primaire a enregistré un repli du taux de croissance à 0,9% contre 1,5% en 2012 suite à l'effet néfaste de l'invasion acridienne et à la vétusté des infrastructures hydro agricoles.

Le secteur secondaire a affiché une croissance de 7,9% contre 5,1% en 2012, réalisation stimulée par le dynamisme de l'industrie extractive et de l'agro-industrie.

Le taux de croissance du secteur tertiaire a reculé à 2,4% contre 3% en 2012 malgré la performance des branches des services financiers et des télécommunications.

## **PERSPECTIVES 2014**

Les perspectives économiques et financières de l'année 2014 tablent principalement sur la progression des exportations de produits miniers, la redynamisation des activités de production industrielle, la performance des secteurs de service (télécommunications, banque, tourisme) et de l'amélioration des perspectives agricoles.

L'avènement des nouveaux dirigeants pourrait contribuer à apporter une révision des orientations initialement établies dans cette loi des Finances 2014 avec la prise en compte du choix socio-politique de ces dirigeants.

La loi des Finances 2014 prévoit un taux de croissance économique de 3% avec une inflation estimée à 6,2%.

Pour les secteurs d'activités : il est prévu une augmentation de 1,5% pour le primaire, 0,5% pour le secondaire et 2,5% pour le tertiaire.

Un taux de pression fiscale de 10,7% du PIB avec un déficit budgétaire représentant 1,6% du PIB.

Le solde de la balance des paiements sera légèrement excédentaire de 0,6% du PIB.

L'élection du nouveau Président de la République, Hery Rajaonarimampianina, la constitution du Gouvernement auront contribué à rassurer les investisseurs et la communauté internationale.





## ACTIVITES GLOBALES

**+3,2%** les encours  
des Grandes Entreprises

# Emplois

La structure de l'encours des crédits a augmenté en 2013.



Encours Emplois par marché (en milliards MGA)

Mid Market    Particuliers et Professionnels    Grandes Entreprises et Institutionnel

540

## Milliards MGA de Crédits

L'encours global des crédits est en hausse de 74,3 milliards en 2013.

L'encours des crédits est en nette progression au niveau des grandes entreprises +66,3 milliards au titre des institutions de microfinance mutualistes ; des particuliers +8,7 milliards sur les seuls crédits à la consommation et des PME +7,4 milliards, dont +4,4 milliards pour les avances sur marchandises et +8 milliards pour les moyen et long termes, alors que le découvert et les avances sur produits enregistrent une diminution des encours de 5 milliards par rapport à 2012.

Par contre, l'encours des crédits aux professionnels a diminué de 6,8 milliards, résultat de reclassement de client en PME et déclassements en douteux, la crise malgache affectant plus particulièrement cette catégorie de clientèle. Il en est de même pour celui des institutionnels -1,2 milliards, en particulier dans le secteur des télécommunications, des mines, des matériaux de construction.

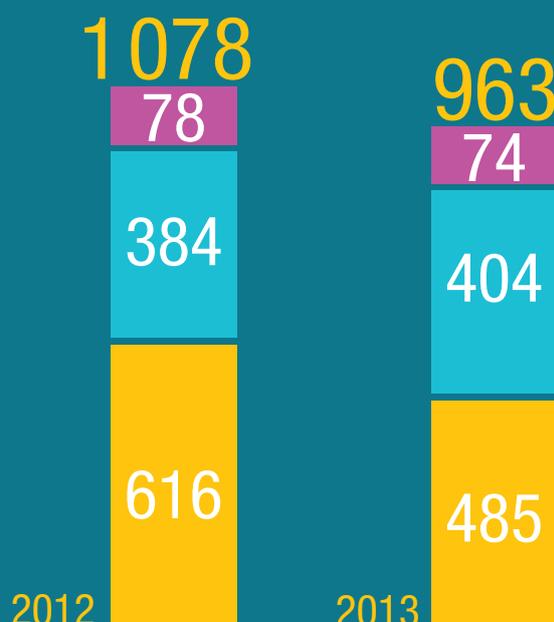
La part des encours des grandes entreprises a fait un bond de 3,2% grâce principalement au découvert et aux avances court terme. En incluant les Institutionnels l'évolution est de +2,9%. Hors opération exceptionnelle en faveur d'une contrepartie dans le secteur minier, la part des Grandes Entreprises et des Institutionnels se stabilise à 63,8%. La part des Particuliers et des Professionnels diminue fortement (15,7% contre 17,8%) surtout en raison de la baisse des encours des Professionnels qui représentent 5,9% du total des encours contre 8,3% en décembre 2012, alors que la part des Particuliers est à 9,8% contre 9,4%.

La contribution des PME diminue à 14,9% contre 15,7% en 2012. Mais les encours sont à +7,4 milliards soit +10% par rapport à 2012.

La répartition des crédits par terme pour l'ensemble de la clientèle se trouve modifiée avec un accroissement de la part des crédits à court terme +5,5% et une baisse concomitante des parts des crédits à moyen terme -3,2% et des crédits à long terme -2,3%.

# Ressources

Les Ressources du marché Particuliers et Professionnels ont légèrement augmenté en 2013.



Encours Ressources par marché (en milliards MGA)

Mid Market    Particuliers et Professionnels    Grandes Entreprises et Institutionnel

963

## Milliards MGA de Ressources collectées

La progression des ressources collectées est importante au niveau des particuliers +16,9 milliards dont +11,8 milliards pour l'Épargne Plus. Les encours des professionnels sont à +2,7 milliards et les encours des PME en léger recul de -3,8 milliards. Par contre les encours des grandes entreprises ont baissé de 72 milliards.

L'encours des institutionnels est aussi en baisse de 59,4 milliards ; la BNI ayant volontairement réduit les encours en MGA d'un investisseur institutionnel public entre autres afin de limiter le coût des ressources ainsi que le niveau de souscription des BTA afin de se conformer aux limites de risques imposés par la maison mère.

La part des particuliers et professionnels passe de 35,6 % à 41,9 %. La part des PME a augmenté à 7,7 % contre 7,3 %, alors que celle des grandes entreprises et institutionnels diminue fortement et passe de 57,1 % à 50,3 %. Cette évolution est due à la diminution des encours d'un investisseur institutionnel public, sur les dépôts à vue en MGA et d'un client du

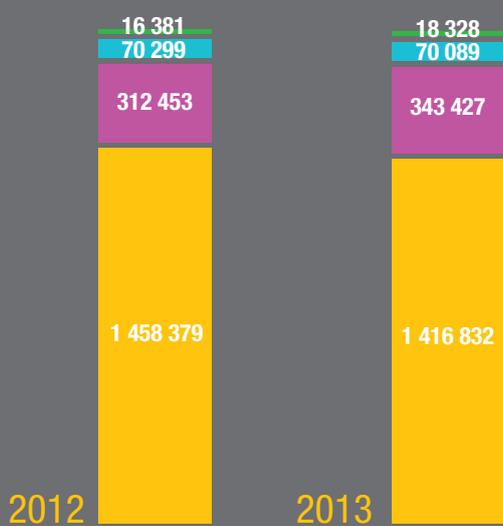
secteur minier sur les dépôts à terme en Dollar. L'ensemble des ressources aura diminué de 115,6 milliards de MGA ; -33 milliards pour les ressources en MGA et -82,6 milliards pour les ressources en devises. Si les ressources en Euro sont à +32,4 milliards, les ressources en Dollar sont à -114,8 milliards.



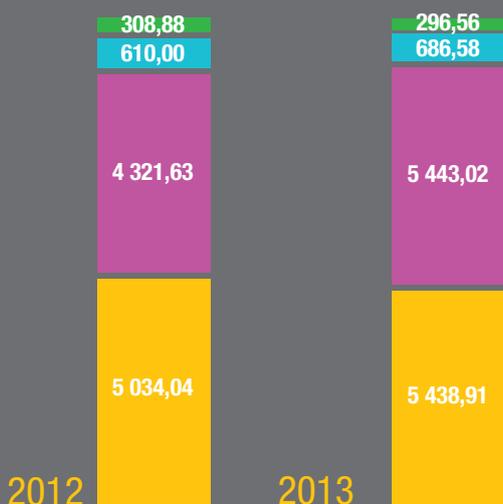
Affiche du Trophée du Jeune Entrepreneur

## Opérations domestiques

L'exercice de 2013 aura été caractérisé par le retour à l'ordre constitutionnel. Cette évolution estimée positive de la situation politique n'a pas, cependant, influencé d'une manière significative l'environnement économique global encore morose. Malgré cette situation, la BNI, dans son ensemble, a accompagné sa clientèle dans ses projets, ce qui lui a permis de confirmer la croissance de ses activités, comme le démontre celle des opérations domestiques.



Les opérations domestiques en nombre

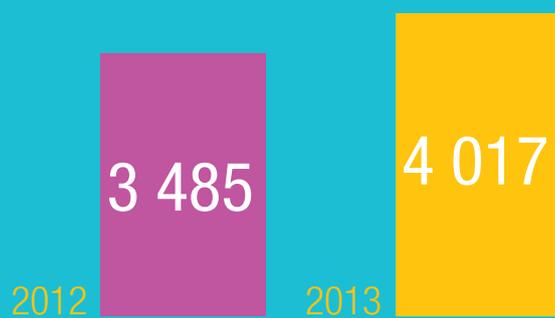


Les opérations domestiques en capitaux (en milliards MGA)

- Actes et Cautionnement
- Portefeuille
- Virement
- Compensation

## Opérations monétiques

En dépit d'un contexte socio-politique encore morose en 2013, l'activité monétique a poursuivi son essor. La clientèle de particuliers et de professionnels a continué à faire confiance à la BNI dans le domaine de la monétique, laquelle a progressé de plus 15 %.



Opération en capitaux (en milliards MGA)

**15** %

de hausse  
de l'activité  
monétique

# Opérations internationales

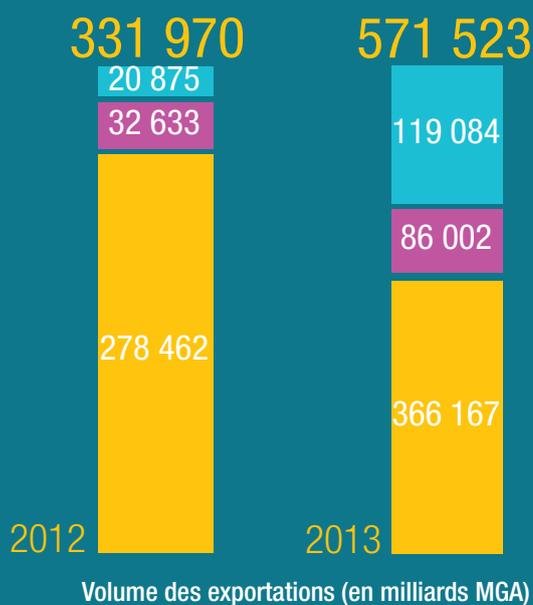
La structure de l'encours de la collecte évolue significativement d'une année sur l'autre

Hors activité commerciale, une hausse de 12% a marqué l'année 2013 par rapport à l'année précédente, en termes de flux internationaux confiés.



■ Transfert ■ Chq & TC ■ Rapatriement

Le traitement des opérations d'exportation par la BNI continue de progresser en 2013 notamment dans les secteurs textiles et miniers.



■ Remdoc  
■ Crédoc  
■ Remise libre

**1098**  
milliards MGA

Volume des importations

**571**  
milliards MGA

Volume des exportations



## Marché interbancaire des devises et tresorerie

La BNI a renforcé sa position de leader en terme de part de marché avec et hors intervention de la Banque Centrale de Madagascar. Elle a pu capter en 2013 une partie importante d'opérations de change confiées par les grands opérateurs exportateurs actuels. Cette présence active de la BNI sur le marché lui a permis de dégager un résultat de change satisfaisant.

Toutefois, la nécessité imposée par Ca-CIB depuis février 2013 de constituer en gage-espèces les Lettres de Crédit de la BNI a entraîné une baisse d'environ un quart de ses ressources disponibles en devises.

## Le credit bail

L'environnement réglementaire ne favorise guère le développement de l'activité leasing, notamment la non récupération des crédits de TVA et l'obligation de souscription d'assurance tous risque qui constituent un surcoût en charge du crédit preneur. Des démarches ont été entamées sur ces deux problèmes, respectivement avec l'Etat et avec les assureurs.

Aussi le contexte politique, la persistance de la crise et la suspension des financements extérieurs depuis 2009 ont fragilisé les capacités des opérateurs à se développer.

Dans ce contexte, le portefeuille de BNI Leasing s'est trouvé affecté par la baisse de ses octrois de crédit et la dégradation des encours, touchant notamment les clients PME et Professionnels.

L'intensification des actions de recouvrement, le suivi rapproché des encours sensibles, la reprise prudente des activités de financement, la poursuite de la réorganisation des services ont marqué les activités de l'exercice.

## La microfinance

Le secteur de la micro finance continue de se développer tant en terme de couverture géographique qu'en terme d'offres de service. Le niveau de concurrence s'est élevé avec le renforcement de la structure pour certains établissements, améliorant globalement la qualité de services et renforçant la pénétration sur ce marché spécifique. La BNI est restée présente par ses interventions.

Pour 2013, les Institutions de microfinance n'ont pas été épargnés par la crise et les aléas climatiques. Les impacts se reflètent sur la qualité du portefeuille de crédits, le niveau de la production en recul.

Néanmoins, la collaboration entre la BNI et certaines Institutions comme le réseau CECAM, Tiavo, IFRA s'est poursuivi au cours de l'exercice d'une manière satisfaisante. SIPEM est toujours en attente d'agrément en banque territoriale auprès de la CSBF.

Un financement à long terme en faveur de TIAVO est en cours à travers le partenariat financier avec la Fondation Grameen Crédit Agricole.

## Activites sociales et parrainage

### Economie

La BNI MADAGASCAR a été pour la huitième année consécutive Partenaire du Pavillon France de la Foire Internationale de Madagascar qui s'est tenue au Parc d'exposition Forello de Tanjombato du 23 au 26 mai 2013. Son partenariat et sa présence à cette Vitrine commerciale incontournable de l'Océan Indien témoignent de son engagement à accompagner les entreprises dans leur développement.

### Environnemental et Social

L'émission « PAIKA » ou « Astuces » sur la chaîne de télévision nationale, diffusée trois fois par semaine fait partie du quotidien des malgaches.

Plusieurs actions sociales en faveur des couches les plus démunies sont maintenues, notamment celle du Lions Sight First Madagascar, soutenu par BNI MADAGASCAR depuis sa création en 1998, qui a permis à plus de soixante et un mille personnes d'être opérées de la cataracte. Le soutien des associations caritatives telles que Les Orchidées Blanches et Wednesday Morning Group se poursuit.

Dans le souci de préserver l'environnement, BNI MADAGASCAR a privilégié l'achat de documents bureautiques dont les matières premières sont des « papiers recyclés et sensibilise le personnel sur les éco-gestes quotidiens au bureau ou à domicile.

### Sport

À sa quatorzième édition, le RINGER SCORE, la plus ancienne compétition golfique de Madagascar, permet à BNI MADAGASCAR de concilier sport et environnement dans un cadre convivial.

Enfin, BNI MADAGASCAR a marqué sa présence lors du tournoi sportif inter-banques 2013, en étant la banque la plus primée dans les onze disciplines de cet évènement sportif.

61 000

Personnes opérées de la cataracte depuis 1998

Remise de prix au tournoi de Golf - RINGER SCORE BNI 2013







## LES HOMMES ET LES MOYENS

**12 670** Heures de formation pour les collaborateurs en 2013

# Politique des Ressources Humaines

Dans le cadre de l'extension de son réseau, le renforcement de la formation en management et l'accompagnement du développement commercial sont les points marquants de la politique de la Banque dans le domaine des ressources humaines au cours de l'exercice 2013.

## Evolution de l'effectif

BNI s'est attachée à optimiser la progression de son effectif total par le développement de son réseau commercial, l'implantation de nouvelles agences tout en stabilisant la taille de l'effectif des directions supports.

Année	2011	2012	2013
Effectif fin de période	698	699	715

## Formation

La Banque a dispensé des formations dans différents domaines : Achats, Marketing, Distribution ; Banque, Droit, Economie ; Risques, Conformité.

76% des actions de formation ont été dispensées par des formateurs internes, ce qui explique la baisse des coûts de formation.

Année	2011	2012	2013
Dépenses en formation (en millions d'Ariary)	310	290	143
Heures de formation	12 610	11 762	12 670
Collaborateurs formés	530	596	722

## Rémunération

La Banque a procédé à des augmentations des salaires de 10 % pour les mesures collectives et de 2 % pour les mesures individuelles, en concertation avec les représentants du personnel.

## Investissements Materiels

Les investissements réalisés en 2013 ont porté sur la rénovation de deux Agences Antsiranana et Majunga, et leur équipement, le renouvellement de matériels et logiciels informatiques, la couverture des besoins liés au développement de la monétique, et les investissements liés à l'entretien courant.

Des immobilisations en cours concernent les agences Tsimbazaza et Toamasina, qui seront ouvertes en 2014.

715

Effectif du personnel  
de BNI MADAGASCAR

Convention commerciale DMPP - Octobre 2013





## BILAN ET COMPTES

**+31%**

Résultat net  
en 2013

# Le total du bilan a progressé de 29,6 % en 2013.

Les états financiers et leurs annexes sont établis en conformité avec les dispositions du Plan Comptable Général 2005 (PCG) et du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

## Bilan

### ACTIF

#### Trésorerie et soldes avec Banque Centrale

L'encaisse et les comptes de la BNI MADAGASCAR à la Banque Centrale de Madagascar (BCM) diminuent de 67 milliards MGA.

Les valeurs en caisse ont augmenté de 16,6 milliards, dont 9,3 milliards en encaissement en devises : les transferts d'espèces sur nos comptes en devises ouverts chez notre maison mère ont été moins importants. Les valeurs à compenser représentent le solde de la compensation soldé le lendemain.

Le montant des Réserves Obligatoires en décembre 2013 est de 144,3 milliards de MGA contre 161,8 milliards MGA en décembre 2012.

La BNI MADAGASCAR a un encours de 6,9 milliards de MGA à fin 2012 à la Banque Centrale de Madagascar (BCM) sous forme de Titres sur Créances Négociables (TCN).

#### Bons du Trésor et titres assimilés

Les Bons du Trésor sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de clôture. La baisse s'explique par la diminution des ressources en MGA.

#### Avoirs Etablissements de crédit

Les soldes de ces comptes ont été convertis en Ariary (MGA) aux cours de clôture.



Campagne Commerciale - Conquête  
Janvier 2013

Les autres sommes dues comprennent les devises (Euro, Dollar) déposées auprès de la maison mère en garantie des crédits documentaires confirmés par cette dernière.

La baisse des avoirs en devises de la BNI MADAGASCAR s'explique par l'arrivée à échéance en mai 2013 d'un Dépôt à Terme de 40 millions de Dollar en provenance d'un client et par la baisse des encours collectés auprès d'organismes internationaux dont les fonds ont été utilisés et n'ont pas été renouvelés.

Le refinancement de la BNI Leasing constitue la partie la plus importante de l'encours en MGA. La diminution de l'encours s'explique par l'impact de la crise sur l'activité de crédit bail.

## Prêts et avances à la clientèle

Les créances saines augmentent de 75 milliards de MGA essentiellement concentrés sur les crédits de trésorerie et les crédits à l'exportation.

L'augmentation de l'encours des créances douteuses et contentieuses concerne en majorité les PME et surtout les professionnels, secteurs qui sont les plus affectés par la crise malgache qui s'est prolongée toute l'année 2013.

## Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont valorisés à leur valeur d'origine. La BNI MADAGASCAR détient quatre (4) des parts de SWIFT, 100% du capital de la BNI-Leasing, 12,4% du capital du Fonds de Garantie Malgache, 15% du capital de la SIPEM et 6,18% du capital de l'IFRA.

## Immobilisations

Le net des immobilisations diminue de 2 milliards MGA. Les investissements se sont limités à la rénovation d'agences (Antsirananana, Mahajanga II) à l'achat de matériel pour les nouvelles agences, au renouvellement des matériels et logiciels informatiques, aux besoins liés au développement de la monétique et aux investissements liés à l'entretien courant.

Les immobilisations en cours sont à + 500 millions et concernent les nouvelles agences à Tsinbazaza et Toamasina qui seront ouvertes en 2014.

## Impôts différés - actif

Les impôts différés sont le résultat des dotations et des reprises de provisions non déductibles de l'impôt sur le revenu (IR), anciennement impôts sur les bénéfices des sociétés (IBS).

Le solde de l'exercice 2013 est à 226 399 459 MGA .



Campagne Commerciale - Banque au quotidien  
Mai 2013

## Autres actifs

### • Débiteurs divers

La rubrique «Débiteurs par IRCM à récupérer» enregistre le montant de l'IRCM prélevé par la Banque Centrale sur les intérêts perçus lors de la souscription de Bons du Trésor sur le marché primaire. Ce montant est déductible de l'impôt sur les revenus (IR).

Les «Débiteurs par acomptes sur Impôt sur le Revenu des Sociétés» concernent les acomptes provisionnels bimestriels versés au titre des bénéficiaires de l'exercice 2013 sur la base du résultat de l'exercice 2012, ainsi qu'un crédit d'impôts représentant la différence entre l'Impôt sur les Revenus à payer 2012 et les acomptes payés.

### • Comptes de régularisation

Ce sont des écritures qui présentent des anomalies techniques : comptes fermés, inexistantes, dormants, non ouverts. Ces écritures sont régularisées en janvier 2014.

### • Comptes d'encaissement

Le rapprochement entre les valeurs à l'encaissement et les valeurs exigibles après encaissement, figurant au passif du bilan pour 42 794 644 009 MGA, fait ressortir un écart de 759 700 043 MGA. Cet écart a été analysé et expliqué.

### • Créances douteuses sur autres comptes financiers

Ces créances sont provisionnées à 97,7 %.

## PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

### Dettes – Etablissements de crédits

Le montant élevé des autres sommes dues aux établissements de crédit correspond à la compensation des virements qui se solde le lendemain de la clôture de l'exercice.

### Dépôts de la clientèle

Ils ressortent à 902 milliards MGA en léger retrait comparativement à l'exercice 2012.

### • Comptes ordinaires et d'épargne

Les «Diverses provisions reçues en garantie» comprennent pour l'essentiel les retenues pour litiges entre clients et tiers et les provisions sur cautions, pour 9,5 milliards MGA.

Dans «Autres» sont comptabilisées les valeurs reçues à l'encaissement et en attente de couverture pour un montant de 1,8 milliard MGA.

### • Comptes et bons à échéances fixes

Les dépôts à terme et les bons de caisse d'un montant total de 59,9 milliards MGA, en fort recul par rapport à 2012 à 169 milliards MGA qui



Campagne Institutionnelle  
Octobre 2013

résulte de la politique volontariste de la banque à réduire le volume de ressources trop onéreuses.

### Provisions pour charges

Les provisions pour vols et détournement ont été reclassées à partir de 2007, à la demande de la BCM, à l'actif dans les créances douteuses sur autres comptes financiers, Autres Actifs.

De même les provisions pour suspens de comptabilité générale sont logées à l'actif.

### Impôts différés - passifs

Aucun impôt passif n'a été constitué.

### Autres passifs

#### • Créiteurs divers

Ils sont à 21,5 milliards MGA contre 19,8 milliards MGA. Cette rubrique concerne principalement les impôts à payer et les charges à payer.

### Comptes de régularisation passif

Les produits constatés d'avance concernent essentiellement le réescompte du portefeuille et le financement d'exportation.

Le solde des agios réservés figure en contrepartie au passif des postes de la rubrique «Crédits à la clientèle».

### Comptes exigibles après encaissements

Il concerne les Exigibles en faveur de la Clientèle (chèques, effets) et les Exigibles en faveur des correspondants dont la variation globale est de 2,2 milliards MGA.

### Capital, Réserve, Report à nouveau

L'affectation du résultat de l'exercice 2012 a été approuvée par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires suivant la deuxième résolution du procès-verbal en date du 16 avril 2013.

Conformément à l'article 41 de l'ordonnance n° 88-005 du 15 avril 1988 portant réglementation bancaire malgache, il a été constitué une réserve spéciale, incluant toute réserve légale. Les prélèvements annuels constitués sont de 15% sur les bénéfices nets réalisés.

### Réserves, Ecarts d'évaluation, Primes liées au capital social

Suivant la décision d'affectation des résultats de l'exercice 2012 et selon la résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 avril 2013, la dotation aux réserves spéciales (article 41 de la Loi Bancaire), est de 3 883 247 154 MGA.



Campagne Commerciale - Crédit  
Juillet 2013

---

## Hors-bilan

### Engagements reçus des établissements de crédits

Les engagements de garantie en MGA sont en partie constitués des contre-garanties reçues du Crédit Agricole S.A. (CASA) dans le cadre du respect des normes CSBF de division des risques.

### Engagements donnés en faveur ou pour compte de la clientèle

Ce sont les cautions et les crédits documentaires ; mais aussi la partie non utilisée des lignes de crédit en faveur des clients. L'encours des ouvertures de crédits documentaires augmente de 3,8 milliards MGA. Les cautions diminuent de 8,7 milliards de MGA.

L'encours de la ligne Autres ouvertures de crédits confirmés est à - 37,5 milliards de MGA suite à la mise en place d'un crédit confirmé de 40 milliards en faveur d'un client dont 30 milliards sont utilisés.

### Opérations en devises

Ce sont les devises à livrer et les MGA à recevoir. L'encours augmente de 59 milliards MGA.

### Opérations sur titres

Elles concernent les Bons du Trésor comptabilisés à leur valeur nominale, aussi bien des bons achetés pour compte propre que pour le compte

---

## Compte de résultat

### Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts augmentent de 2,3 milliards à 75 milliards MGA mais enregistrent une forte baisse des intérêts sur les Titres sur Créances Négociables souscrits auprès de la Banque Centrale de Madagascar – 2,1 milliards MGA et dans une moindre mesure sur les BTA – 1,6 milliard en raison d'une diminution importante de la collecte en MGA en partie voulue par la BNI afin d'alléger le coût de ses ressources et le niveau des réserves obligatoires.

Par contre les produits d'intérêts des opérations avec la clientèle croissent de 7 milliards MGA au niveau des crédits d'équipement, de trésorerie et sur les créances commerciales.

## Charges d'intérêts

La baisse des ressources en MGA a en partie pour corollaire la baisse des taux de rémunération des ressources rémunérées. Le niveau des Réserves Obligatoires qui reste élevé a obligé la BNI à emprunter le dernier trimestre 2013 auprès de la Banque Centrale et des confrères.

La diminution des intérêts des dépôts à vue – 1,3 milliard MGA et des dépôts à terme – 3,3 milliards s'explique par la baisse des rémunérations conjuguée à une diminution des encours des comptes de clients institutionnels. Ces taux ont été revus à la baisse dans le courant du 2ème semestre 2012 et s'est poursuivi en 2013.

## Produits d'honoraires et commissions

Malgré la crise, les commissions ont évolué positivement à + 4,8 milliards MGA avec la progression du nombre de clients particuliers, les efforts consentis pour équiper les clients en produits (offres packagées) et les campagnes de crédits aux particuliers.

## Charges d'honoraires et commissions

Les commissions payées sur engagements par signature correspondent aux commissions de contre-garantie CASA. Cette contre-garantie permet de satisfaire au respect des normes de division des risques.

## Revenus nets des opérations en monnaies étrangères

Les revenus nets des opérations en monnaies étrangères sont le résultat de la fluctuation du MGA par rapport à l'Euro et au Dollar et des gains réalisés sur le Marché Interbancaire des Devises (MID).

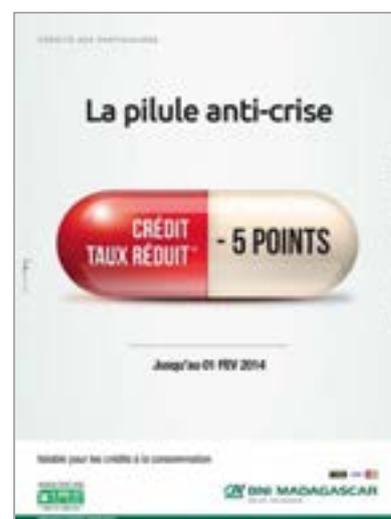
## Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation sont à + 2,3 milliards MGA, soit + 4,7% ; dont + 714 millions MGA pour les charges de personnel lesquels représentent une augmentation de + 4,4%.

L'effectif est de 715 personnes au 31 décembre 2013 contre 685 au 31 décembre 2012.

L'inflation est estimée officiellement à 6,3%, contre 5,8% en 2012.

Le Résultat net de l'exercice ressort à 33,5 milliards MGA contre 25,8 milliards MGA en 2012 soit une augmentation de près de 30%.



Campagne Commerciale - Crédit Fin d'année  
Décembre 2013

# RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 11 AVRIL 2014

## PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu :

- Le Rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice social clos au 31 Décembre 2013 et sur les comptes dudit exercice,
- Le Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice, approuve les

états financiers et les Annexes arrêtés au 31 décembre 2013 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En outre, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles 464 à 474 de la loi n° 2003/036 du 30 janvier 2004, l'Assemblée Générale déclare approuver tous les termes de ce Rapport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de la répartition suivante des résultats de l'exercice 2013

Résultat net d' IBS	33 546 220 243,83
Report à nouveau exercice 2012	39 664 154,71
<b>Bénéfice distribuable (a)</b>	<b>33 585 884 398,54</b>
Réserve spéciale Art. 41 (15 % du résultat net)	5 031 933 036,57
Réserve légale (10% maximum du capital)	0,00
Réserve extraordinaire	5 810 000 000,00
<b>Affectation en réserves (b)</b>	<b>10 841 933 036,57</b>
<b>Net distribuable de l'exercice (c) = (a-b)</b>	<b>22 743 951 361,97</b>
<b>Total à distribuer (d)</b>	<b>22 743 951 361,97</b>
<b>Dividendes</b>	<b>22 734 000 000,00</b>
dont : (dividende brut 42 100 par action)	
Dividendes statutaires : 540 000 000 (5% du capital)	
Super-dividendes : 22 194 000 000	
<b>Total distribution (e)</b>	<b>22 734 000 000,00</b>
Report à nouveau créateur (f) = (c-e)	9 951 361,97

## TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de ratifier la cooptation de M. Damase Andriamanohisoa en tant qu'Administrateur pour la durée du mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2014.

La résolution n'a plus lieu d'être, suite à la lettre de démission de M. Damase ANDRIAMANOHISOA reçue en date du 7 mars 2014.

## QUATRIEME RESOLUTION

Après avoir entendu le Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice 2013.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires donne tous pouvoirs au porteur d'un extrait, d'une copie du présent Procès-verbal pour l'accomplissement des formalités légales et statutaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## Motion

L'ensemble des actionnaires expriment leurs vifs remerciements aux membres du Conseil d'Administration et au Personnel de la Banque, pour les excellents résultats enregistrés au cours de l'exercice 2013.



1. Convention commerciale DMPP - Février 2014
2. Nouvelle Agence à Mahajanga
3. Présentation de vœux 2014
4. Nouvelle Agence à Tsimbazaza

## **PricewaterhouseCoopers Sarl**

Rue Rajakoba Augustin  
Ankadivato – Antananarivo  
Téléphone 261 20 22 217 63  
Fax 261 20 22 238 64

## **PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Téléphone 01 56 57 58 59  
Fax 01 56 57 58 60

Aux actionnaires de BNI MADAGASCAR

### **RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**Exercice clos le 31 décembre 2013**

Messieurs,

#### **Rapport sur les états financiers**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de BNI MADAGASCAR, comprenant le bilan au 31 décembre 2013, ainsi que le hors-bilan, le compte de résultat, l'état des variations dans les capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

#### ***Responsabilités de la direction pour les états financiers***

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers conformément aux principes comptables applicables à Madagascar ainsi que d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### ***Responsabilité de l'auditeur***

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

**PricewaterhouseCoopers Sarl** : Cabinet d'Expertise comptable, d'Audit et de Commissariat aux comptes

Société à Responsabilité Limitée au capital de MGA 15 200 000 - RCS Antananarivo 2002 B 00485-N° Statistique 70201 11 1994 © (0337-NIF) 5 000 599 68

**PricewaterhouseCoopers Audit, SA** : 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Téléphone : +33(0)1 56 57 58 59, Fax : +33(0)1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de Paris-Île de France Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles  
Société Anonyme au capital de 2 510 460 €. Siège social 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine cedex RCS Nanterre B 672 006 483-TVA n° FR 76 672 006 483.  
Siret: 672 006 483 00362 Code APE 6920Z Dureaux: Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Nice, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Opinion

A notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de BNI MADAGASCAR au 31 décembre 2013, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables appliqués à Madagascar.

### Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Antananarivo et Neuilly-sur-Seine, le 28 février 2014

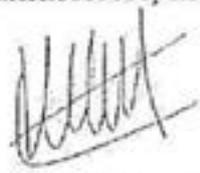
Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Sarl



Liliane RABIRAJAONA

PricewaterhouseCoopers Audit



Emmanuel BENOIST

PricewaterhouseCoopers Sarl : Cabinet d'Expertise comptable, d'Audit et de Commissaire aux comptes  
Société à responsabilité limitée au capital de MGA 45 200 000 - RCS Antananarivo 2002 D 00485-N° Statistique 70701 11 1994 010037-NIF 5 0000 399 68

PricewaterhouseCoopers Audit, SA 163, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Téléphone: +33(0)1 56 57 58 59. Fax: +33(0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr  
Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de Paris-De de France Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles.  
Société Anonyme au capital de 2 510 460 €. Siège social: 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine cedex. RCS Nanterre D 672 006 483-TVA: n° FR 25 672 006 483.  
Siège: 672 006 483 00302/Code AFR: 6926Z/Boulogne, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille Métropole, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

**PricewaterhouseCoopers Sarl**

Rue Rajakoba Augustin  
Ankadivato – Antananarivo  
Téléphone 261 20 22 217 63  
Fax 261 20 22 338 64

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Téléphone 01 56 57 58 59  
Fax 01 56 57 58 60

**Aux actionnaires de BNI MADAGASCAR****RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES OPERATIONS VISEES PAR LES ARTICLES 464 A 474  
DE LA LOI 2003-036 DU 30 JANVIER 2004****Exercice clos le 31 décembre 2013**

Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de la loi du 30 janvier 2004, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes Professionnelles applicables à Madagascar ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT  
L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE**

1. BNI MADAGASCAR a signé une «Convention d'Assistance Technique et de Coopération» avec Crédit Agricole SA le 30 juin 2006 dont le coût pour l'exercice 2013 est de MGA 2 211 023 789,82.

Crédit Agricole SA est administrateur de BNI MADAGASCAR.

2. BNI MADAGASCAR a signé une « Convention d'affiliation au contrat Microsoft Souscription Entreprise (EASL) » avec le Groupement d'Intérêt Economique GIE GECICA le 14 mai 2007 dont le coût pour l'exercice 2013 est de MGA 224 015 158,26.

Crédit Agricole SA, administrateur de BNI MADAGASCAR, fait partie de ce Groupement.

**PricewaterhouseCoopers Sarl** : Cabinet d'Expertise comptable, d'Audit et de Commissariat aux comptes  
Société à Responsabilité Limitée au capital de MGA 45 200 000 -RCS Antananarivo 2002 B 00485-N° Statistique 70201 11 1994 0 10337-NEF 3 0000 599 58

**PricewaterhouseCoopers Audit, SA** : 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Téléphone : +33(0)1 56 57 58 59, Fax : +33(0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de Paris-Île de France Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles.  
Société Anonyme au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine cedex RCS Nanterre B 672 006 483-TVA n° FR 76 672 006 483.  
Siren 672 006 483 00362 Code APE 6920Z Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

3. BNI MADAGASCAR a signé une « Convention de financement et de cautionnement » avec BNI Leasing le 17 août 2007 qui a fait l'objet de deux avenants.

BNI MADAGASCAR est administrateur de BNI Leasing.

4. BNI MADAGASCAR a signé une « Convention d'assistance financière, administrative, technique et de coopération » avec BNI Leasing en date du 25 octobre 2006 et ayant fait l'objet d'un avenant le 17 septembre 2008.

Les frais d'assistance technique, d'apport d'affaires et de partage de risques dus par BNI Leasing ont été estimés à MGA 109 498 392,41 pour l'exercice 2013.

BNI MADAGASCAR est administrateur de BNI Leasing.

Nous n'avons été informés d'aucune autre convention régie par la loi susvisée.

Antananarivo et Neuilly-sur-Seine, le 28 février 2014

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Sarl

PricewaterhouseCoopers Audit



Liliane RASERLAONA



Emmanuel BENOIST

**PricewaterhouseCoopers Sarl**

Rue Rafakoba Augustin  
Antanarivo - Antananarivo  
Téléphone 261 20 22 217 63  
Fax 261 20 22 338 64

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Téléphone 01 56 57 58 59  
Fax 01 56 57 58 60

**Aux actionnaires de BNI MADAGASCAR**

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES OPERATIONS VISEES PAR L'ARTICLE 458  
DE LA LOI 2003-036 DU 30 JANVIER 2004**

**Exercice clos le 31 décembre 2013**

Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les rémunérations exceptionnelles.

Nous n'avons été avisés d'aucune rémunération exceptionnelle allouée aux membres du Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2013.

Antananarivo et Neuilly-sur-Seine, le 28 février 2014

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Sarl

PricewaterhouseCoopers Audit



Liliane RASTRIJAONA



Emmanuel BENOIST

**PricewaterhouseCoopers Sarl** : Cabinet d'Expertise comptable, d'Audit et de Commissariat aux comptes  
Société à Responsabilité Limitée au capital de MGA 45 200 000 - RCS Antananarivo 2002 B 00485-N° Statistique 70201 11 1994 0 10037-NIF 5 0003 309 08

**PricewaterhouseCoopers Audit, SA** : 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Téléphone: +33(0)1 56 57 58 59, Fax: +33(0)1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)  
Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de Paris-Ile de France Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles.  
Société Anonyme au capital de 2 516 460 €. Siège social: 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine cedex. RCS Nanterre B 672 006 480-TVA n° FR 26 672 006 480.  
Siret: 672 006 480 00162. Code APE: 6920Z. Bureaux: Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nancy, Neuilly-sur-Seine, Nice, Paris, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

## BILAN

### ACTIF

Situation arrêtée au: 31 décembre 2013

Unité monétaire : Ariary

ACTIF	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Trésorerie et soldes avec Banque Centrale	191 959 999 118	258 834 040 934
Bons du Trésor et titres assimilés	131 586 019 043	187 790 921 014
Avoirs - établissements de crédit	183 608 441 691	252 891 875 306
Avoirs - autres institutions financières	216 353 970	112 675 230
Portefeuille de transaction	0	0
Portefeuille de produits dérivés	0	0
Prêts et avances à la clientèle	589 014 847 130	514 653 414 949
Titres d'investissement	2 716 196 776	2 425 387 877
Immobilisations incorporelles	1 508 165 052	873 074 750
Immobilisations corporelles	42 681 106 317	44 858 098 568
Impôts différés - actif	226 399 441	259 451 877
Autres actifs	57 114 251 381	53 428 233 136
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 200 631 779 918</b>	<b>1 316 127 173 641</b>

### PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

Situation arrêtée au: 31 décembre 2013

Unité monétaire : Ariary

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	31 décembre 2013	31 décembre 2012
<b>PASSIFS</b>		
Dettes - établissements de crédit	16 153 848 128	31 155 920 222
Dettes - autres institutions financières	0	0
Portefeuille de produits dérivés	0	0
Dépôts de la clientèle	961 973 809 834	1 079 556 273 494
Subventions d'équipement	0	0
Autres subventions d'investissements	0	0
Emprunts et titres subordonnés	0	0
Provisions pour charges	952 050 812	908 594 231
Impôts différés - passifs	0	0
Fonds de garantie	0	0
Autres passifs	102 893 964 294	97 274 213 851
<b>Sous total des passifs</b>	<b>1 081 973 673 069</b>	<b>1 208 895 001 797</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	10 800 000 000	10 800 000 000
Ecart d'équivalence	0	0
Résultat net	33 546 220 244	25 888 314 359
Report à nouveau	39 664 155	16 596 949
Réserves, Ecarts d'évaluation, Primes liées au capital social	74 272 222 451	70 527 260 535
<b>Sous total des capitaux propres</b>	<b>118 658 106 849</b>	<b>107 232 171 843</b>
<b>TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 200 631 779 918</b>	<b>1 316 127 173 641</b>

## HORS-BILAN

Situation arrêtée au: 31 décembre 2013

Unité monétaire : Ariary

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Engagements donnés en faveur ou pour le compte d'établissements de crédits	1 993 302 097	6 493 802
Engagements reçus d'établissements de crédit	118 593 693 507	95 036 446 681
Engagements donnés en faveur ou pour le compte de la clientèle	148 803 731 658	191 010 649 148
Opérations en devises	88 535 518 945	29 453 098 355
Garanties reçues de l'Etat et d'organismes publics	0	0
Engagements de crédit-bail	0	0
Opérations sur titres	136 044 120 001	193 560 510 001
<b>TOTAL HORS-BILAN</b>	<b>493 970 366 208</b>	<b>509 067 197 986</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

Situation arrêtée au: 31 décembre 2013

Unité monétaire : Ariary

	Exercice 2013	Exercice 2012
Produits d'intérêts (1)	75 060 248 976	72 761 465 328
Charges d'intérêts (2)	17 760 475 222	22 001 215 196
<b>REVENUS NETS D'INTERETS (3)=(1)-(2)</b>	<b>57 299 773 755</b>	<b>50 760 250 132</b>
Produits d'honoraires et commissions (4)	31 040 250 133	26 263 721 380
Charges d'honoraires et commissions (5)	2 618 895 339	2 201 832 569
<b>REVENUS NETS D'HONORAIRES ET DE COMMISSIONS (6)=(4)-(5)</b>	<b>28 421 354 794</b>	<b>24 061 888 811</b>
Dividendes perçues (7)	0	0
Revenus nets du portefeuille de transaction (8)	0	0
Profits nets du portefeuille d'investissements (9)	0	0
Revenus nets des opérations en monnaies étrangères (10)	15 384 515 116	14 152 288 147
Charges nettes sur CDL (11)	(-) 11 160 185 947	(-) 10 482 454 011
Revenus nets sur autres opérations (12)	2 457 366 879	2 731 385 023
<b>RESULTAT OPERATIONNEL (13)=(3)+(6)+(7)+(8)+(9)+(10)+(11)+(12)</b>	<b>92 402 824 597</b>	<b>81 223 358 102</b>
Charges administratives générales (14)	0	0
Autres charges d'exploitation (15)	50 303 706 634	48 052 456 682
Autres produits d'exploitation (16)	176 864 881	0
<b>RESULTAT AVANT IMPOT (17)=(13)-(14)-(15)+(16)</b>	<b>42 275 982 844</b>	<b>33 170 901 419</b>
Impôts sur les bénéfices (18)	8 729 762 600	7 282 587 060
impôts différés (19)	0	0
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES (20)=(17)-(18)-(19)</b>	<b>33 546 220 244</b>	<b>25 888 314 359</b>
Charges extraordinaires (21)	0	0
Produits extraordinaires (22)	0	0
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE (23)=(20)-(21)+(22)</b>	<b>33 546 220 244</b>	<b>25 888 314 359</b>
Part des intérêts minoritaires (si consolidés)	0	0

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Situation arrêtée au: 31 décembre 2013

Unité monétaire : Ariary

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Intérêts perçus	78 893 228 907,85	68 932 294 913,40
Intérêts payés	-18 995 609 341,14	-21 308 893 124,52
Commissions perçues	35 312 977 171,96	31 229 626 175,13
Commissions payées	-2 991 747 044,92	-2 380 317 061,08
Encaissements sur instruments financiers	235 657 171 559,04	195 617 612 990,10
Décaissements sur instruments financiers	-198 975 303 336,57	-266 923 493 839,63
Encaissements clientèle	46 425 760 518,22	180 971 045 264,77
Décaissements clientèle	-293 522 043 104,18	-69 799 488 558,02
Sommes versées aux «créditeurs divers»	-40 715 340 765,31	-43 006 039 173,77
Impôts sur les résultats payés	-7 180 930 655,98	-4 448 600 042,00
Flux de trésorerie des activités ordinaires (1)	-166 091 836 091,03	68 883 747 544,38
Encaissements sur activités extraordinaires	0,00	0,00
Versements sur activités extraordinaires	0,00	0,00
Flux de trésorerie des activités extraordinaires (2)	0,00	0,00
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)=(1)+(2)	-166 091 836 091,03	68 883 747 544,38
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Encaissements sur cession d'immobilisations	66 162 653,90	5 800 150,88
Décaissements sur acquisition d'immobilisations	-5 002 834 790,10	-4 927 282 228,58
Décaissements sur acquisition des titres d'investissements	0,00	0,00
Dividendes perçus et quote part de résultat sur titres d'investissements	80 171 000,00	0,00
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)	-4 856 501 136,20	-4 921 482 077,70
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Encaissements provenant d'emprunts	0,00	0,00
Décaissement sur remboursement d'emprunt	0,00	0,00
Décaissements sur prêts et dettes assimilés	125 459 051 739,82	-37 243 473 299,47
Dividendes payés et autres distributions effectuées	-20 630 280 389,84	-16 421 218 398,61
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)	104 828 771 349,98	-53 664 691 698,08
Incidence des variations des taux de change sur liquidités et quasi-liquidités (*)	10 444 875 257,61	8 867 097 446,57
<b>Variation de la trésorerie de période (A)+(B)+(C)+(*)</b>	<b>-55 674 690 619,64</b>	<b>19 164 671 215,17</b>
Trésorerie et équivalents au début de l'exercice	288 926 217 792,08	269 761 546 576,91
Trésorerie et équivalent à la fin de l'exercice	233 251 527 172,44	288 926 217 792,08
<b>Variation de la trésorerie de la période</b>	<b>55 674 690 619,64</b>	<b>-19 164 671 215,17</b>
ECART	-0,00	0,00

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Situation arrêtée au: 31 décembre 2013

Unité monétaire : Ariary

	Capital Social	Primes et réserves	Ecart d'évaluation	Résultat et report à nouveau	TOTAL
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>10 800 000 000</b>	<b>66 702 583 756</b>	<b>44 618 410</b>	<b>20 505 071 304</b>	<b>98 052 273 470</b>
Changement de méthodes comptables	0	0	0	0	0
Correction d'erreurs	0	0	0	0	0
Profits nets sur variations de juste valeur instruments financiers	0	0	(-) 292 415 986	0	(-) 292 415 986
Dividendes 2011	0	0	0	(-) 16 416 000 000	(-) 16 416 000 000
Réserves légales	0	0	0	0	0
Réserves spéciales 2011	0	3 072 474 354	0	(-) 3 072 474 354	0
Réserve extraordinaire 2011	0	1 000 000 000	0	(-) 1 000 000 000	0
Opérations en capital	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice 2012	0	0	0	25 888 314 359	25 888 314 359
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>10 800 000 000</b>	<b>70 775 058 111</b>	<b>(-) 247 797 576</b>	<b>25 904 911 308</b>	<b>107 232 171 843</b>
Changement de méthodes comptables	0	0	0	0	0
Correction d'erreurs	0	0	0	0	0
Profits nets sur variations de juste valeur instruments financiers	0	0	(-) 1 438 285 238	0	(-) 1 438 285 238
Dividendes 2012	0	0	0	(-) 20 682 000 000	(-) 20 682 000 000
Réserve légale 2012	0	0	0	0	0
Réserves spéciales 2012	0	3 883 247 154	0	(-) 3 883 247 154	0
Réserves extraordinaires 2012	0	1 300 000 000	0	(-) 1 300 000 000	0
Opérations en capital	0	0	0	0	0
Ecart d'évaluation	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice 2013	0	0	0	33 546 220 244	33 546 220 244
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>10 800 000 000</b>	<b>75 958 305 265</b>	<b>(-) 1 686 082 814</b>	<b>33 585 884 398</b>	<b>118 658 106 849</b>